

RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF
PAYS : République démocratique du Congo
TYPE DE RAPPORT : Semestriel
PERIODE DE RAPPORT : 29 Novembre 2019 - 15 Juin 2020

Titre du projet : Le droit des femmes à la protection et à la participation pour l'égalité et la paix autour des mines artisanales du Sud Kivu (ou « WOSH », pour <i>Women of Shabunda</i>)											
Numéro Projet / MPTF Gateway : PBF/IRF-317, Identifiant du projet : 118939											
Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund") : <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional Nom du fonds fiduciaire : N/A	Type et nom des agences récipiendaires : RUNO ¹ Bureau Conjoint des Nations unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) (Agence coordonnatrice) RUNO Organisation internationale pour les migrations (OIM) RUNO Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)										
Date du premier transfert de fonds : 29 Novembre 2019											
Date de fin de projet : 31 Mai 2021											
Le projet est-il dans ses six derniers mois de mise en œuvre ? Non											
Fenêtre prioritaire du PBF à laquelle correspond ce projet :											
<input checked="" type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional											
Budget PBF total approuvé:											
<table border="0"> <thead> <tr> <th style="text-align: left;">Agence récipiendaire</th> <th style="text-align: left;">Budget</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>BCNUDH</td> <td>\$ 584 352,00</td> </tr> <tr> <td>OIM</td> <td>\$ 457 824,00</td> </tr> <tr> <td>UNESCO</td> <td>\$ 457 824,00</td> </tr> <tr> <td>Total PBF</td> <td>\$ 1 500 000,00</td> </tr> </tbody> </table>	Agence récipiendaire	Budget	BCNUDH	\$ 584 352,00	OIM	\$ 457 824,00	UNESCO	\$ 457 824,00	Total PBF	\$ 1 500 000,00	
Agence récipiendaire	Budget										
BCNUDH	\$ 584 352,00										
OIM	\$ 457 824,00										
UNESCO	\$ 457 824,00										
Total PBF	\$ 1 500 000,00										
Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet (voir aussi budget en annexe): 4,88%.											
Budgétisation sensible au genre :											

¹ RUNO: Recipient United Nations Organization / Organisation récipiendaire onusienne

Montant du budget alloué aux activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes : \$ 1 386 900 (92,46%)

Montant du budget dépensé jusqu'à maintenant pour les activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes : \$ 0. L'essentiel des dépenses actuelles, est lié aux staff, opérations et suivi du démarrage.

Marqueur de genre du projet² : 3

Marquer de risque du projet³ : 2 (fort risque de retard dans la mise en œuvre du projet suite au COVID-19 qui menace la province du Sud-Kivu)

Domaine de priorité de l'intervention PBF (« PBF focus area »)⁴ : 3.2. Accès équitable aux services sociaux

Préparation du rapport :

Rapport préparé par :

- Charlotte Songue – Coordonnatrice Projet BCNUDH
- Richard Matsipa, UNESCO
- Nina Decoulare -Delafontaine, OIM

Rapport approuvé par : Abdoul Aziz, Directeur du BCNUDH (Agence Lead).

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : Oui (Sophie Aloë, Bureau Intégré de la MONUSCO).

² Score 3 : pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 2 : pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 1 : pour les projets qui contribuent d'une certaine manière à l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 30% du budget total).

³ 0 = risque faible pour la réalisation des résultats; 1 = risque moyen pour la réalisation des résultats; 2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

⁴ (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique; (2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits; (3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux ; (4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État/de l'administration locale ; (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF

Partie 1 : Progrès global du projet

Etat global de mise en œuvre du projet :

Le projet a démarré officiellement le 3 mars 2020 à la suite de l’approbation du Plan de Travail du projet par le Comité de Pilotage lors de sa première réunion tenue à Kinshasa, présidée par la Ministre du Genre, Famille et Enfant, en présence du Directeur du Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l’Homme (BCNUDH), agence lead du projet, et des Représentants de l’Organisation des Nations Unies pour l’Education, la Science et la Culture (UNESCO), et l’Organisation Internationale des Migrations (OIM). Les fonds ont été transférés le 2 décembre 2019, et la planification des activités a ainsi commencé.

Le comité technique s’est réuni du 25 au 26 février 2020 à Bukavu, pour finaliser les outils de gestion et du cadre de résultats : Plan de Travail, Plan de suivi et évaluation, note logistique, note d’orientation de la coordination, afin de les préparer à l’approbation du Comité de Pilotage, et le démarrage effectif du projet. Il regroupait les experts des 3 Agences, les partenaires étatiques de mise en œuvre aux niveaux provincial et national et les partenaires non-étatiques, pour présenter le projet aux différentes parties prenantes, garantir un bon échange d’informations et assurer l’implication, l’engagement et l’appropriation nationale du présent projet.

C’est dans cette optique qu’une mission de présentation du projet aux autorités et société civile territoriales, a eu lieu du 15 au 18 mai 2020 à Shabunda. Pour compléter le dispositif de mise en œuvre du projet, chacune des agences BCNUDH, OIM et UNESCO, a donné des orientations sectorielles aux partenaires de chaque pilier, et est dans le processus de recrutement du staff complémentaire du projet.

Principaux événements prévus au cours des six prochains mois :

Il est prévu une mission de terrain à Kigulube, avec toutes les agences et partenaires de mise en œuvre du projet. L’UNESCO a prévu l’organisation à Kigulube, d’une campagne de sensibilisation sur les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) ainsi que le « vivre ensemble en paix ». Les actions à mener pendant cette campagne se situeront sous quatre axes : individuel, communautaire, des partenaires et institutionnel. Le but de cette campagne sera de contribuer à la réduction des violences sexuelles et des conflits liés à l’exploitation minière.

Le BCNUDH quant à lui, va lancer les activités d’assistance holistique aux victimes de violences basées sur le genre dans les sites miniers de Kigulube. Le Centre Hospitalier Chahi préparera la prise en charge médicale, psychosociale et la réinsertion socio – économique des victimes à Kigulube, tandis que « *l’African Center for Peace Democracy and Human Rights* (ACPD) apprêtera la clinique juridique pour l’assistance

juridique et judiciaire de ces victimes, en collaboration avec les instances judiciaires basées à Shabunda, Kamituga, Uvira et Bukavu.

Au cours des six prochains mois, l'OIM va lancer une activité clef relative à la gouvernance institutionnelle et communautaire. Il s'agit du processus d'identification et de sensibilisation des femmes actives dans les sites miniers artisanaux et de leur regroupement et/ou intégration dans des coopératives minières artisanales.

Impact du projet :

Le changement de comportement est un processus à long terme. Il est donc encore trop tôt d'évaluer l'impact humain réel du projet à ce stade. Néanmoins, on peut citer l'appropriation du projet par les autorités et partenaires nationaux, provinciaux et locaux. La reconnaissance de l'importance du projet par ces différents partenaires pose des bases solides pour assurer le succès de la mise en œuvre des activités.

Précisément, le fait pour le Chef traditionnel de la chefferie Bakisi (Mwami) de demander explicitement, à l'issue de la réunion de présentation du projet à Shabunda, son intégration dans la mobilisation communautaire pour la prévention des VSBG, prouve l'intérêt des leaders pour le projet. Ce chef traditionnel a déclaré : « Je souhaite me déplacer vers Kigulube pour que je parle personnellement aux chefs coutumiers qui doivent comprendre la nécessité d'accompagner ce projet et de promouvoir dès lors les droits des femmes dans la gestion de la communauté et des sites miniers ». Shabunda est une zone coutumière où la femme occupe un statut auxiliaire à celui de l'homme. L'engagement du Mwami, garant des coutumes, comme vecteur de changement, constitue un levier potentiel pour un impact réel du projet sur le plan humain à Kigulube.

Partie II : Progrès par résultat du projet

Résultat 1 : La participation des femmes et des filles à la prévention, la résolution et la transformation des conflits liés aux exploitations des carrières minières de Shabunda, et la protection de leurs droits sont systématisées et permettent un renforcement de la cohésion sociale et de la consolidation de la paix dans la zone de Kigulube (BCNUDH et UNESCO).

Etat actuel des progrès du résultat : **On track**

Résumé de progrès :

Pendant ces premiers mois de mise en œuvre, le focus a été mis sur la contractualisation avec les partenaires de mise en œuvre, la consolidation des orientations et des approches, ainsi que le montage du dispositif de mise en œuvre.

En ce qui concerne le renforcement du leadership féminin dans la résolution des conflits, le droit à la participation des femmes à tous les niveaux, la concertation avec

les autorités territoriales et locales a abouti à l'envoi d'une lettre par l'administrateur du territoire de Shabunda à la cheffe du poste d'encadrement administratif de Kigulube et du chef de groupement des Ba sud, pour la préparation d'un terrain pour l'organisation des femmes dans les mines. Deux parcelles de terrain ont été déjà proposées par les autorités locales, qui attendent le déconfinement pour la descente sur le terrain du technicien de radiofréquence (Haute Fréquence - HF) pour la radio communautaire et de l'ingénieur de construction pour la case de la femme. Mais déjà, le processus d'achat des matériels de la radio communautaire est lancé. En matière d'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes, les modules de formation sont en cours de finalisation et la liste des hommes et femmes responsables des administrations publique et traditionnelle de Kigulube, est prête. Pour ce qui est de la promotion et protection des droits des femmes et filles des communautés des zones minières, le processus de contractualisation avec les partenaires de mise en œuvre de l'assistance holistique aux victimes de violences basées sur le genre et de la mise en place du club des droits des femmes, est en cours. La mission prochaine à Kigulube permettra de peaufiner l'identification inclusive des bénéficiaires et le profilage participatif des nouveaux vecteurs de changement de comportement en faveur de la prise en compte du genre et de la promotion de la culture de la paix, de même que les autorités locales, leaders communautaires et mouvements associatifs, possibles partenaires pour l'atteinte de ce résultat. Pour ce faire, la MONUSCO s'est mobilisée pour sécuriser et accompagner la mission sur le terrain (synergie avec le Plan d'Action de Shabunda, qui a abouti à l'arrestation, jugement et condamnation du chef de guerre Mai-Mai Kokodikoko).

Inclusion des jeunes, égalité entre les sexes et autonomisation des femmes :

La prise en compte du genre est effective, et est même fondamentale dans la mise en œuvre des activités dans le cadre de ce résultat, vu que ces activités contribuent totalement à l'amélioration de la prise en compte du genre dans tous les domaines de vie dans les sites miniers.

Ainsi, l'identification des participants pour les formations a concerné aussi les hommes, afin d'assurer la compréhension de la problématique du genre et des droits par les hommes et les femmes, et que chaque groupe contribue essentiellement à la protection et à l'autonomisation de la femme, comme membre à part entière de la communauté humaine de Kigulube. L'érection de la case de la femme vient compléter le dispositif d'autonomisation de la femme et rééquilibrage des opportunités pour les femmes, afin que leurs besoins soient proprement identifiés et pourvus de manière durable dans leurs communautés.

C'est pour s'assurer de l'inclusion de tous les membres de la communauté dans le débat social, et répondre au besoin d'information et de communication de tous les habitants (hommes, femmes, garçons, filles, vieux et jeunes), que la radio communautaire est en cours de préparation.

Résultat 2 : La légalité et la traçabilité dans les chaînes d’approvisionnement sont renforcées et les conditions de vie et de travail des femmes et communautés dans le secteur minier sont améliorées afin de renforcer la stabilité et la consolidation de la paix dans la zone de Kigulube

Etat actuel des progrès du résultat : **On track**

Résumé de progrès :

La stratégie globale de mise en œuvre de toutes les activités de ce résultat, ainsi que la sous-stratégie sur l’intégration du genre dans la gestion des coopératives minières ont été élaborées et sont disponibles. Plus de 108 sites miniers ont été identifiés autour de Kigulube. C’est dans ces sites que seront identifiées et sensibilisées les femmes actives qui seront soutenues pour se regrouper en coopératives minières et /ou intégrer les coopératives minières existantes. Le contenu des modules pour les sessions de formation sur le nouveau code minier est établi. Il en est de même pour les modules pour la formation des inspectrices des mines. Il reste la phase d’élaboration de ces modules.

Inclusion des jeunes, égalité entre les sexes et autonomisation des femmes :

C’est pour assurer l’égalité entre les hommes et les femmes dans l’exploitation minière que le projet soutient les femmes dans ces sites. Leur intégration dans les coopératives minières va redresser la balance et assurer leur pleine participation dans ce secteur, pour la prise en compte des besoins des femmes dans les mines, et la pleine contribution de la femme dans le développement de Kigulube.

Partie III : Questions transversales

<p><u>Suivi :</u></p> <p>Le projet est encore dans sa phase de mise en place et de démarrage des activités sur le terrain. Aucune activité de suivi n’a encore conduite.</p>	<p><i>Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ?</i> Oui, le baseline est estimé à 0 pour l’ensemble des indicateurs.</p> <p><i>Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d’autres collectes de données communautaires ?</i></p> <p>Non, pas encore.</p>
<p><u>Evaluation :</u> <i>Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport?</i></p> <p>Non.</p>	<p>Budget pour l’évaluation finale : \$ 44 796,79</p> <p><i>Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation:</i> RAS car le projet est à 12 mois de sa clôture.</p>

<p><u>Effets catalytiques (financiers) :</u> <i>Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet.</i></p>	<table> <tr> <td>Nom de donateur:</td> <td>Montant (\$):</td> </tr> <tr> <td>RAS</td> <td>RAS</td> </tr> </table>	Nom de donateur:	Montant (\$):	RAS	RAS
Nom de donateur:	Montant (\$):				
RAS	RAS				
<p><u>Autre :</u> <i>Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires?</i></p>	<p>La pandémie à COVID-19 impose actuellement un mode de vie avec de nombreuses restrictions qui bloquent les voyages vers le site du projet et la mise en œuvre de certaines activités de formation. Le confinement de la ville de Bukavu par rapport au reste de la province du Sud Kivu, la distanciation sociale et l'interdiction de réunir plus de 20 personnes sont autant des mesures barrières qui bloquent la mise en œuvre des activités du projet.</p> <p>Néanmoins, un plan de travail trimestriel (mars - juin) a été élaboré pour assurer la mise en œuvre des activités à distance.</p>				

Partie IV : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS :

	Indicateurs	Données de Base	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Résultat 1 La participation des femmes et des filles à la prévention, la résolution et la transformation des conflits liés aux exploitations des carrières minières de Shabunda, et la protection de leurs droits sont systématisées et permettent un renforcement de la cohésion sociale et de la consolidation de la paix dans la zone de Kigulube	Indicateur 1.a Pourcentage de femmes et filles qui participent activement	0	600 femmes et hommes Au moins 60% des bénéficiaires ciblés	Après 12 mois du démarrage du projet, et au 18 ^e mois	ON TRACK Les structures communautaires, à savoir la radio communautaire et la case de la femme, de même que la clinique juridique et le centre de santé, sont en train d'être mises en place pour faciliter la réhabilitation des victimes, et la pleine participation de la femme.	
Produit 1.1 Les conditions de vie et de travail des femmes ainsi que leur participation aux bénéfices socio-économiques dans les	Indicateur 1.1.1 Nombre de femmes impliquées dans la prévention / résolution des conflits liés à exploitation minière	0	Au moins 600 femmes	Après 12 mois du démarrage du projet, et au 18 ^e mois	ON TRACK Profilage des leaders hommes et femmes à impliquer dans le programme de changement de comportement et de culture de la paix pour faciliter la	La mise en œuvre du programme de changement de comportement et de culture de paix dépendra de la levée



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Données de Base	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
activités minières, sont améliorées.					<p>validation des participants au programme de changement de comportement et de culture de paix.</p> <p>Identification de parcelles de terrain et préparation de la construction de la case de la femme dont le cahier de charge permettra d'avoir une idée sur le type de case à construire ainsi que les besoins en équipement de la maison.</p> <p>Profilage et identification participatif des nouveaux vecteurs de changement de comportement en faveur de la prise en compte du genre et de la promotion de la culture de la paix</p> <p>La mission prochaine à Kigulube permettra d'organiser des focus groups avec différentes couches de la population pour identifier</p>	<p>des mesures de restriction relatives à la lutte contre la COVID-9</p>



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Données de Base	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
					<p>formes récurrentes de VSBG dans la zone.</p> <p>Elle permettra aussi l'identification des cadres de Dialogue Inter Ethnique, interculturel, Inter religieux ; Cohésion sociale ; Coexistence pacifique et Education à la Paix dans les zones minières.</p> <p>Une réunion de briefing sur le programme de formation de 80 femmes vectrices de changement sera organisée lors de la mission une fois le profilage et l'identification terminés.</p>	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Données de Base	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Produit 1.2 Les conditions de vie et de travail des femmes ainsi que leur participation aux bénéfices socio-économiques dans les activités minières, sont améliorées.	Indicateur 1.2.1 Nombre de femmes ciblées qui estiment que leurs conditions de vie sont améliorées.	0	Au moins 600 femmes	12 mois du démarrage du projet, et au 18 ^e mois	Pas encore démarrée. La création des groupes d'épargnes et d'entraide dépend des critères de sélections qui doivent être minutieusement établis de manière participative et inclusive. Le processus de recrutement d'un technicien de radiofréquence (Haute Fréquence – HF) pour l'étude du milieu est en cours de finalisation, ce qui facilitera le choix définitif de la parcelle qui doit accueillir la case et la radio communautaire	
Produit 1.3 Les droits des femmes et filles des communautés des zones minières sont promus et protégés	Indicateur 1.3.1 Nombre de femmes et filles qui estiment que leurs droits sont mieux protégés et promus.	0	Au moins 700 femmes et filles	Après 12 mois du démarrage du projet, et au 18 ^e mois	ON TRACK Le processus de contractualisation avec les partenaires de mise en œuvre pour la mise en place du club des droits des femmes, est en cours de finalisation. La mission prochaine à Kigulube permettra de peaufiner l'identification	

	Indicateurs	Données de Base	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
					inclusive des bénéficiaires (membres du club des droits de la femme, et les personnes à former sur les droits humains, des 80 vecteurs de changement) et les potentiels partenaires pour l'atteinte de ce résultat.	
	Indicateur 1.3.2 Pourcentage des victimes des cas de VBG enregistrées	0	Au moins 50% des victimes enregistrées	Après 12 mois du démarrage du projet, et au 18 ^e moi	ON TRACK Le processus de contractualisation avec les partenaires de mise en œuvre de l'assistance holistique aux victimes de violences basées sur le genre et de la mise en place du club des droits des femmes, est en cours de finalisation. La mission prochaine à Kigulube permettra de finaliser la localisation de la clinique juridique et l'aménagement du centre de santé pour l'assistance holistique aux victimes de VBG.	

	Indicateurs	Données de Base	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Résultat 2 La légalité et la traçabilité dans les chaînes d'approvisionnement sont renforcées et les conditions de vie et de travail des femmes et communautés dans le secteur minier sont améliorées afin de renforcer la stabilité et la consolidation de la paix dans la zone de Kigulube	Indicateur 2.1 Pourcentage de femmes qui estiment que leurs droits et leurs conditions de vie se sont améliorés	0	Au moins 50% des bénéficiaires ciblés	Après 12 mois du démarrage du projet, et au 18 ^e mois Rapport de mise en œuvre / d'évaluation ; Enquêtes de perception	ON TRACK Le processus d'identification des femmes est en cours, pour la réalisation de l'ensemble des activités	
Produit 2.1 La gouvernance institutionnelle et communautaire est améliorée.	Indicateur 2.1.1 Nombre de femmes qui participent activement dans la gestion et aux prises des décisions dans les mines artisanales	0	Au moins 300 Femmes	Après 12 mois du démarrage du projet, et au 18 ^e mois	Plus ou moins 108 sites miniers ont été identifiés autour de Kigulube dans lesquels seront identifiées les bénéficiaires directes du projet (femmes actives dans l'exploitation minière artisanale). Les sites miniers déjà identifiés permettront de les catégoriser en sites accessibles ou non	Les mesures prises par le gouvernement de la RDC dans le cadre de la crise du COVID-19 (restrictions relatives à la liberté de mouvement et d'assemblée notamment) nous empêchent de faire



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Données de Base	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
					<p>accessibles, tout en distinguant les types de minerais qui y sont exploités. L'analyse de ces sites miniers permettra également d'identifier où se trouve une présence massive des femmes actives dans le secteur minier. La sous-stratégie pour appuyer la détermination d'un quota approprié de femmes dans la gestion des coopératives minières dans toutes les zones d'exploitations minières artisanales a été élaborée et disponible.</p> <p>Le processus d'échange entre l'OIM et le Ministère Provincial des Mines sur le contenu des modules pour les sessions de formation sur le nouveau code minier est finalisé. Il reste à lancer le processus d'élaboration des modules.</p>	<p>librement des missions vers la zone du projet et d'organiser des réunions/formations de plus de 20 personnes.</p>



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Données de Base	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Produit 2.2 Les droits économiques, sociaux et culturels sont promus et mieux respectés autour des carrés miniers.	Indicateur 2.2.1 Pourcentage de cas résolus, en matière de droits économiques, sociaux et culturels autour des carrés miniers	0	Au moins 50% de cas de contentieux enregistrés	Après 12 mois du démarrage du projet, et au 18e mois Rapports de mise en œuvre / d'évaluation ; Enquêtes de perception	ON TRACK Le processus de mise en place de la clinique juridique est en cours, pour apporter l'appui juridique aux femmes du secteur des mines a Kigulube	
	Indicateur 2.2.2 Nombre de femmes qui estiment que leur droits économiques, sociaux et culturels sont promus et mieux respectés autour des carrés miniers.	0	Au moins 500 femmes	Après 12 mois du démarrage du projet, et au 18e mois Rapports de mise en œuvre / d'évaluation ; Enquêtes de perception	ON TRACK Les activités de promotion et protection des droits économique, sociaux et culturels sont prévues pour démarrer au 2 ^e semestre 2020	